



Abri de fortune dans le terrain vague mis à disposition des migrants par la ville de Calais.

LUCIE PASTUREAU/
HANSLUCAS
POUR « LE MONDE »

Le bidonville de Calais, « Sangatte sans toit »

Près de 2 000 migrants ont été cantonnés hors du centre-ville, avec un seul point d'eau sur 18 hectares

CALAIS – envoyée spéciale

Trois palettes de bois, dix mètres de bâche, de la ficelle... En deux temps-trois mouvements, les conserves de légumes, les oignons, et les bouteilles d'eau retrouvent place dans ce qui doit devenir « l'épicerie afghane ». Dans la cahute voisine, les naans recommencent à cuire sur le feu de bois. Mercredi 1^{er} avril, la communauté entend même la reconstruction de sa mosquée, une cabane bâchée. Après la parenthèse du « grand déménagement », la vie reprend chez les 1 900 migrants de Calais.

Depuis une semaine, un grand mouvement centrifuge vide le centre-ville de ses étrangers. La plupart d'entre eux ont rejoint les dunes, répondant aux injonctions préfectorales d'aller vivre en bord de mer. En camionnettes, aux couleurs des associations humanitaires ; en voiture aux côtés de Calaisiens ; parfois à pied, aux commandes d'un chariot de supermarché bourré d'affaires, ou avec un simple sac plastique.

Pour vider les squats et les « jungles », ces campements sauvages implantés au milieu des Calaisiens, la ville a mis à leur disposition un terrain vague de 18 hectares, à cinq kilomètres de la mairie. Une zone inondable, marécageuse – lieu de chasse, de moto-cross et de dépôt de gravats. C'est là que les quelque 1 900 Soudanais, Erythréens, Afghans ou Pakistanais en attente d'un passage en Grande-Bretagne sont

priés de cohabiter. En parallèle, l'Etat ouvre sur le site un centre d'accueil de jour, le centre Jules-Ferry, qui n'ouvre que l'après-midi. Depuis janvier, un repas quotidien y est distribué, ainsi qu'une aide à la demande d'asile. A compter de mi-avril s'y ajouteront des douches et une permanence infirmière.

L'ultimatum préfectoral

Cette grande migration est la conséquence directe d'un ultimatum préfectoral. La préfète du Pas-de-Calais, Fabienne Buccio, qui a pris ses fonctions en février, avait promis de faire appliquer à compter du 31 mars les jugements d'expulsion portant sur une bonne partie des jungles et des squats. Face aux rappels récurrents de la date-buttor lors des visites policières, certains migrants ont pris peur. Leur crainte a déteint sur les autres et de fil en aiguille, tout le monde a décampé. « C'est une auto-expulsion », déplore Philippe Wannesson, figure locale qui tient le blog « Passeurs d'hospitalités ».

« Entre la matraque et la décharge dans les dunes, les migrants ont choisi », ajoute Vincent de Coninck, le délégué départemental du Secours catholique du Nord-Pas-de-Calais. Lui et ses équipes ont décidé d'accompagner le choix des migrants, même si, comme les autres associations, ils n'étaient pas favorables à l'idée de réunir toutes les nationalités sur un même site. Tous craignent l'immensité du lieu et l'entassement de nationalités peu enclines à cohabiter... « Nos distributions de nourriture à petite échelle ne sont plus possibles dans un lieu aussi vaste », déplore ainsi Christian Salomé, de l'Auberge des migrants, fort de ses dix ans d'expérience. Quand on allait dans un petit camp, on donnait à tous. Là, c'est fini. On craint l'émeute. »

Mardi matin, Abdoul, Soudanais de 35 ans, a tiré la glissière de son sac à dos. Ses papiers d'identité, son récépissé de demande d'asile... Tout ce qu'il possédait est là, dans une pochette plastique. Il

ne lui reste même pas de téléphone, il l'a troqué contre son passage entre la Libye et l'Italie. En fin de matinée, Abdoul a quitté à pied l'usine désaffectée des Salines (le squat Fort Galloo) pour rejoindre les dunes. « Ici, j'étais bien. Je dormais à l'intérieur, je n'avais pas froid... Mais je dois partir, je pars. » Abdoul n'a pas de toile de tente, et craint de se retrouver sans abris dans la lande. Il n'est pas le seul. Beaucoup ont fait la route sans bagages.

Chaque après-midi, Médecins du monde les attend donc à l'entrée du terrain, son stock de toiles de tente à portée de main. « Il faut traiter toutes les nationalités de la même manière. Ne pas en avantager une par rapport aux autres », s'inquiète Cécile Bossy, coordinatrice. Plus loin, l'Auberge des migrants coupe sans trêve les 10 000 mètres carrés de bâche noire achetée par le Secours catholique pour protéger les abris du vent du large. Pendant ce temps, les camionnettes des associations continuent leur noria ; déversant des dizaines de matelas, de tentes, de palettes de bois. Toute la fortune de ces grands précaires. Emmaüs est même venu de région parisienne pour donner un coup de main.

Naissance d'un bidonville

Visible de loin dans son costume de ville, le directeur général de France terre d'asile, Pierre Henry, n'en croit pas ses yeux. « Nous assistons en direct à la naissance d'un nouveau concept : le sous-camp. C'est le premier en Europe, se désolait-il. On n'arrive pas à penser les migrations, alors on s'engouffre dans l'impasse. » Pour Jean-François Corty, coordonnateur des opérations en France de Médecins du monde, « on orchestre la naissance d'un bidonville. Est-ce que la France, cinquième puissance mondiale, ne peut pas assumer une mise à l'abri correcte de 2 000 personnes ? » Le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) connaît la réponse à cette question... Son représentant auprès de

« Entre la matraque et la décharge dans les dunes, les migrants ont choisi »

VINCENT DE CONINCK
Secours catholique

la France, Philippe Leclerc, rappelle que son institution « ne peut cautionner un système d'accueil qui ne présente pas des normes acceptables sur le plan humanitaire » et n'hésite pas à parler de situation « abracadabrantissime ». Treize ans après la fermeture de Sangatte par Nicolas Sarkozy, le souvenir du centre d'accueil créé en 1999 par Lionel Jospin et devenu ingérable ressurgit dans les esprits, au point que le nouveau camp est déjà rebaptisé « Sangatte sans toit ».

Des abris inadaptés à des migrants qui restent en moyenne quatre ou cinq mois, pas d'accès à des sanitaires toute la nuit et la matinée, un seul point d'eau pour desservir les 18 hectares de camp... Dans l'entourage du ministre, on qualifie le processus d'« évolutif » et on rappelle que « l'Etat sera amené à compléter la réponse aux besoins humanitaires ». Mardi, à l'orée du camp, la préfète se déclarait, elle, « contente » de l'installation des migrants. Fabienne Buccio ajoutait même se sentir « en accord avec les lois de la République et avec ma conscience ». Bien que fraîchement arrivée, elle n'est pas étrangère aux questions migratoires puisqu'elle vient de la Loire, où la justice s'est acharnée sur le père Riffard, le curé de Saint-Etienne qui hébergeait des demandeurs d'asile.

Héberger les demandeurs d'asile
Avec ou sans le centre Jules-Ferry, Calais continue à vivre au cœur des contradictions. Alors que le ministre de l'intérieur, Bernard

Cazeneuve, répète à l'envi que les migrants devraient y être plus nombreux à demander l'asile en France, l'accueil donne surtout envie de repartir et c'est bien ce que le gouvernement souhaite lorsqu'il explique vouloir éviter « l'appel d'air » que pourrait à ses yeux susciter la mise en place d'infrastructures. « Je ne peux pas rester à vivre là », regrette Nadjib, Soudanais, en montrant d'une voix fatiguée sa tente, mardi matin. « On est traité comme des sous-hommes. J'ai une bronchite surinfectée, mais je reste dehors sous la tente. » Lui n'est pas demandeur d'asile, mais pour ceux qui comme Abdoul le sont, c'est pire encore, car la promesse d'hébergement ne suit pas.

« La France a fait des progrès en matière de demande d'asile des Calaisiens. Mais elle doit aller plus loin si elle veut donner un vrai signal. L'étude des dossiers a été accélérée, mais aujourd'hui, c'est un hébergement immédiat qui est nécessaire. Ce qui n'est pas le cas. Les délais sont encore bien trop longs », regrette Philippe Leclerc, du HCR, qui relève avec satisfaction l'ouverture d'un foyer de 100 places pour femmes et enfants en mars à Jules-Ferry. Pour ce spécialiste de la protection, une très large part des migrants de Calais – notamment les Erythréens et les Soudanais – sont éligibles à une protection étatique. A Calais, un sur deux l'obtient.

Même si selon une étude menée par le Secours catholique, seuls 20 % des migrants ont réellement des attaches en Grande-Bretagne, la sortie de l'espace Schengen reste l'objectif premier du « séjour » calaisien. Ces derniers mois, de l'avis général, les contrôles ont été moins stricts, ce qui a permis de désengorger les lieux avant le grand déménagement. « Depuis une semaine, ça redevient dur », regrette Anouar, Soudanais. Comme beaucoup, il tente sa chance à la hauteur de l'ancienne jungle Leader Price, aujourd'hui abandonnée, à l'ouest de la ville.

« Tous mes copains sont en Gran-

LES DATES

1999

Ouverture du « centre d'hébergement » de Sangatte, qui a accueilli jusqu'à 2 000 personnes.

2002

Fermeture du centre par Nicolas Sarkozy, ministre de l'intérieur.

2003

Le traité du Touquet organise les contrôles à la frontière franco-britannique, et notamment les contrôles britanniques à Calais.

2009

La plupart des squats et campements sont évacués et détruits.

2014

Trois campements et squats sont expulsés violemment. Les autorités décident de regrouper les exilés en périphérie.

de-Bretagne. Je retourne essayer là-bas, à l'entrée du tunnel. » Dès que les camions ralentissent à l'entrée du tunnel, lui et les autres tentent de s'y cacher. « On ne va pas laisser la place aux passeurs ! », lance-t-il, même si le nouveau camp est désormais à 9 km de là. « Hier j'ai vu au moins 200 migrants qui faisaient la route, rapporte M. Salomé, de l'Auberge des migrants. Pas sûr que ceux qui voulaient les rendre invisibles aient fait le bon calcul : j'en ai rarement vu autant traverser la ville. » En attendant que le Calais migrant retrouve ses marques, l'odeur du feu de bois des jungles investit les dunes. Le rossignol philomèle et les passeurs de la réserve naturelle, dont c'étaient les terres, ne se montrent plus. Déménageront-ils eux à leur tour ? ■

MARYLINE BAUMARD

« Quand on allait dans un petit camp, on donnait à tous. Là, c'est fini. On craint l'émeute »

CHRISTIAN SALOMÉ
ONG L'Auberge des migrants

La nouvelle géographie des migrants

Jusqu'ici éparpillés dans des campements de fortune, les migrants sont maintenant regroupés hors du centre-ville de Calais

Face à l'augmentation du nombre d'exilés en transit, l'Etat a ouvert en janvier un accueil de jour, le centre Jules-Ferry, géré par l'association La Vie active. Là, les migrants peuvent prendre un repas par jour, recharger leur portable, aller aux toilettes. A quelques dunes du centre d'accueil, la municipalité de Calais a récemment octroyé un terrain en bordure d'autoroute, à la limite de la ville. L'objectif vise à faire partir les migrants des squats du centre pour les éloigner des habitants.

Ce terrain municipal de 18 hectares est une zone protégée : il n'y a là ni point d'eau, ni électricité, ni toilettes prévues pour cette ville « éphémère » qui doit accueillir plus de 1 000 « habitants », des migrants arrivés de régions instables ou de pays en guerre qui aspirent à traverser la Manche vers l'eldorado britannique. Coincés à Calais, dernier poste-frontière de l'espace Schengen avant le Royaume-Uni, ils resteront quelques semaines avant de parvenir à monter dans un camion ou un ferry qui leur fera traverser clandestinement la Manche. Jusqu'ici, ils vivaient dans des campements de fortune, éparpillés en ville à proximité du centre ou des grands axes de circulation empruntés par les camions.

Traverser les dunes

Afghans, Pakistanais, Soudanais et Erythréens sont les premiers arrivés sur ce nouveau terrain, pour éviter de vivre la violence d'une expulsion des « jungles », ces campements de fortune disséminés autour de Calais. Ils se regroupent par nationalité ou par affinités, en cherchant avant tout à occuper le territoire car, bientôt, il ne restera plus de place. Ainsi les « Leader Price », comme ils se désignent – du nom de l'enseigne dont ils squattaient le parking –, sont tous soudanais. Transportés par les associations, ils ont sans doute l'emplacement le plus favorable, à l'est du camp et à proximité de la

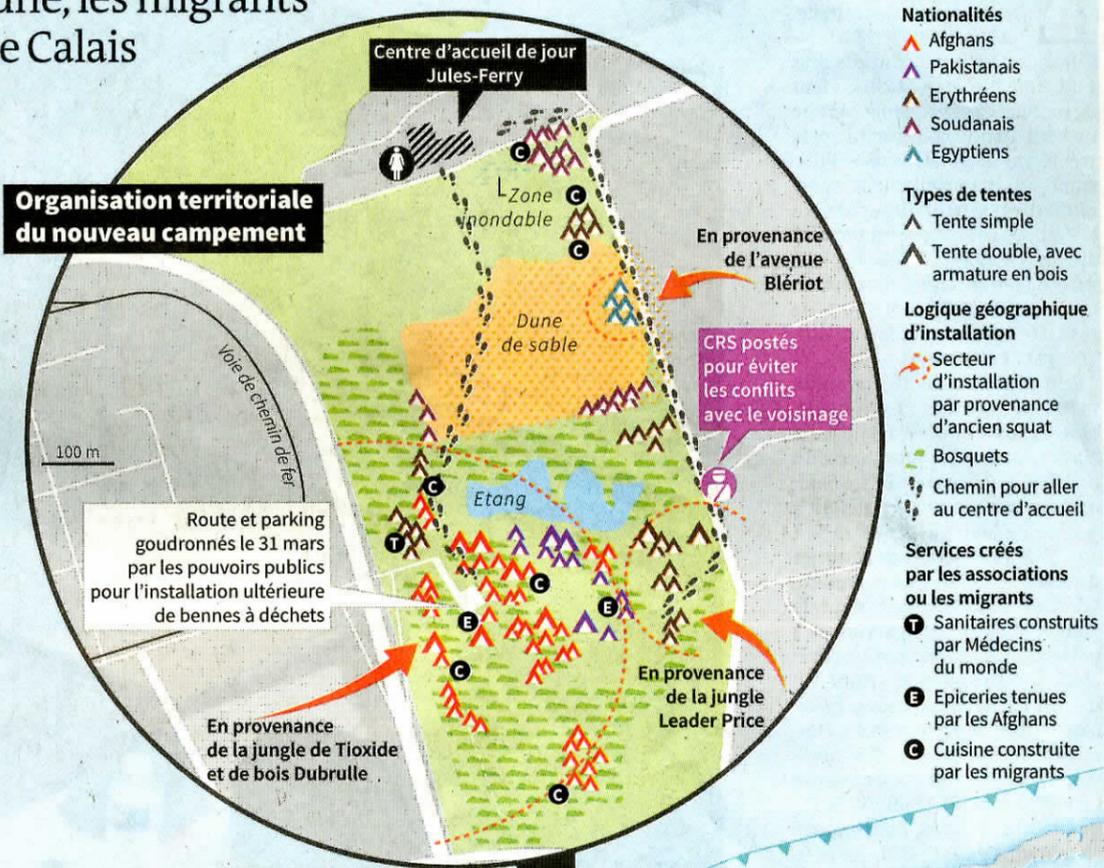
route qui les mène au centre Jules-Ferry. Ils ont choisi des lieux à découvert pour construire des abris en bois plus vastes et plus solides que les petites tentes.

Les « Tioxide » et les « Bois Dubrulle », majoritairement afghans, sont quant à eux arrivés à pied et sont à l'ouest du camp. Les Afghans recherchent des emplacements à l'abri sous les arbres. De ce côté du campement, le chemin pour se rendre au centre d'accueil est plus difficile : il faut traverser les dunes, un parcours sans lumière qui, à la nuit tombée, inquiète les femmes. Enfin, les nouveaux venus sont les Egyptiens de l'avenue Blériot. Derniers arrivés, ils n'ont eu d'autre choix que les dunes pour ne pas être mêlés aux autres.

Pour tous, la difficulté majeure de ce déménagement contraint reste l'éloignement du centre-ville. Il leur faut plus d'une heure trente de marche pour trouver un supermarché, deux heures pour aller au centre administratif dans le vieux Calais, une de plus pour faire traduire un document au Secours catholique. Et une fois la nuit tombée, il ne faut plus marcher, mais courir, pour espérer attraper le camion providentiel. Pas étonnant dans ces conditions que le bien le plus précieux pour ces exilés soit une paire de baskets. ■

TEXTE : DELPHINE PAPIN

CARTOGRAPHIE : MATHILDE COSTIL ET VÉRONIQUE MALÉCOT



Nationalités

- ▲ Afghans
- ▲ Pakistanais
- ▲ Erythréens
- ▲ Soudanais
- ▲ Egyptiens

Types de tentes

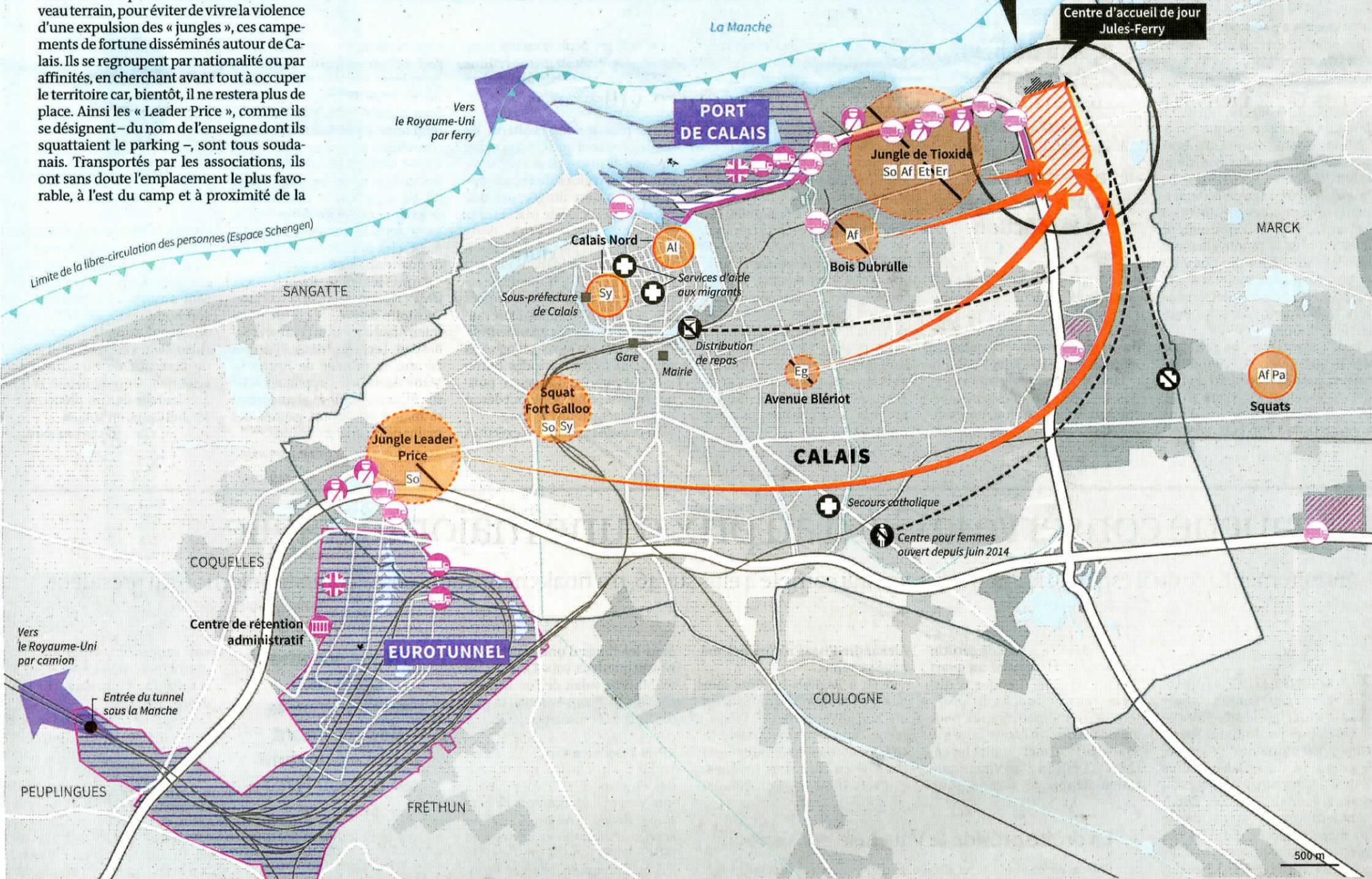
- ▲ Tente simple
- ▲ Tente double, avec armature en bois

Logique géographique d'installation

- ▲ Secteur d'installation par provenance d'ancien squat
- ▲ Bosquets
- ▲ Chemin pour aller au centre d'accueil

Services créés par les associations ou les migrants

- ▲ Sanitaires construits par Médecins du monde
- ▲ Epiceries tenues par les Afghans
- ▲ Cuisine construite par les migrants



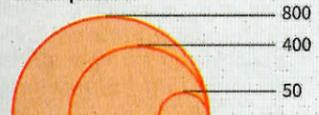
Les mesures des pouvoirs publics contre l'immigration clandestine

DÉPLACEMENT DES MIGRANTS VERS LA PÉRIPHÉRIE DE LA VILLE

Pays d'origine des migrants

- Er Erythrée
- Af Afghanistan
- Eg Egypte
- So Soudan
- Pa Pakistan
- Al Albanie
- Et Ethiopie
- *Sy Syrie

Nombre de migrants estimé par squat ou campement



- ▲ Autodémantèlement des squats pour éviter les expulsions par la police
- ▲ Zone d'installation, non viabilisée, tolérée par la municipalité depuis avril 2015
- ▲ Nouvel accueil de jour qui centralise les services d'aide
- ▲ Déplacement de certains services d'aides (distribution de repas, douches...)
- ▲ Lieu en cours de déménagement

ADAPTATION DU DISPOSITIF DE CONTRÔLE FACE AUX NOUVELLES STRATÉGIES DES MIGRANTS

- ▲ Grilles de protection et systèmes de surveillance
- ▲ Contrôle des camions : CO₂, battements de cœur...
- ▲ Contrôle de la douane britannique
- ▲ Surveillance policière depuis l'été 2014
- ▲ Barrière érigée à l'automne 2014 pour empêcher l'accès à la rocade et au port, endommagée à plusieurs reprises par le vent
- ▲ Parkings et aires d'autoroute contrôlés par des passeurs pour les migrants les plus riches
- ▲ Lieux plus informels de tentatives de montée dans les camions pour les migrants les plus pauvres (en hausse depuis 2014)

Carte réalisée avec l'aide de **Théoline Gentil**, géographe (Université Paris IV), et à partir des données du terrain collectées par Mathilde Costil et Delphine Papin.

Sources : La Voix du Nord ; Nord Littoral ; Le Monde ; Médecins du monde ; Secours catholique ; associations locales